

La Banque mondiale au chevet des opérateurs marocains

● La filiale de la Banque mondiale spécialisée dans l'assurance contre les risques veut accompagner les investissements au Maroc. L'initiative vient s'ajouter aux interventions de la banque pour le développement du secteur privé marocain.

La vice-présidente exécutive et directrice générale de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), Keiko Honda, conduit depuis hier une visite de travail au Maroc. Il s'agit de la première visite au royaume de la responsable de l'institution du Groupe de la Banque mondiale spécialisée dans l'assurance contre le risque politique et l'amélioration de la note de crédit. C'est dans ce cadre que Keiko Honda s'entretiendra avec plusieurs responsables ministériels, ainsi que des représentants d'établissements bancaires et du secteur privé. À l'ordre du jour de ces rencontres figure «l'examen des possibilités de renforcement de la coopération entre la MIGA et le Maroc en vue de mieux appuyer les investissements directs étrangers dans ce pays mais aussi les investissements marocains à l'étranger». Selon la MIGA, il sera question au cours de cette visite d'échanger, avec la partie marocaine, de la protection que l'assurance de la MIGA peut offrir aux investisseurs et aux prêteurs, en permettant ainsi de surmonter les obstacles susceptibles de décourager l'investissement. Pour la vice-présidente de la MIGA, le Maroc est l'une des premières destinations des investissements directs étrangers dans le continent, mais c'est aussi une source solide d'investissements vers l'étranger. «Comme le pays poursuit ses plans de modernisation économique et vise à devenir



un centre financier international, ces flux sont de plus en plus importants, et la MIGA est prête à lui apporter son soutien», a précisé Keiko Honda en prélude à sa visite au Maroc. La MIGA a, en effet, fourni des garanties pour plusieurs investissements entrepris au Maroc dans les secteurs manufacturier, agroalimentaire et bancaire. La présente visite est d'ailleurs perçue au sein de la filiale de la Banque mondiale comme une preuve du souhait de la MIGA d'accompagner «la volonté d'attirer des investissements privés afin d'accélérer sa croissance économique».

Appui à la compétitivité

Les entreprises et autres investisseurs marocains vont pouvoir pleinement profiter de nouveaux ins-

truments de couverture mis en place par la Banque mondiale au Maroc à travers ses différentes filiales, qui renforcent ses interventions en faveur du secteur privé. La visite de la vice-présidente de la MIGA intervient, en effet, une journée après l'approbation par le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale d'un prêt de 200 millions de dollars pour soutenir la compétitivité du Maroc et les réformes visant à stimuler la productivité et la croissance. Selon le communiqué rendu public par l'institution, le programme, financé par ce prêt à l'appui des politiques de développement, s'attèle à des réformes importantes, comme la simplification des procédures commerciales et le respect des règles concurrentielles, afin d'installer un environnement des affaires plus favorable et transparent. Ainsi, ces réformes devraient relancer l'investissement et le commerce, et favoriser la création d'emplois qualifiés et d'un secteur privé redynamisé. Selon la Banque mondiale, depuis dix ans, le Maroc a engagé une série de réformes pour adapter son cadre réglementaire et attirer plus d'investisseurs étrangers, entraînant un impact marqué sur l'environnement des affaires. Grâce aux mesures récentes de modernisation du cadre commercial et d'assouplissement des réglementations, le Maroc a fortement

progressé dans le classement du rapport Doing Business, passant du 94^e au 71^e rang (sur 189 économies) entre 2012 et 2015. Toutefois, comme l'a souligné Simon Gray, directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Maghreb, «des mesures plus audacieuses et une diversification accrue de l'économie lui permettront de rejoindre durablement les rangs des pays émergents». C'est dans ce cadre qu'intervient ce nouveau prêt financier, axé sur la compétitivité économique et qui vise expressément à doper les efforts du pays dans cette direction. Il continuera à soutenir les réformes engagées en

Keiko Honda s'entretiendra avec plusieurs responsables marocains du public et du privé.

2013 au titre du premier prêt, pour simplifier notamment les procédures de création et de gestion des entreprises, en plus d'accompagner le programme de mise à niveau du cadre des échanges, conformément aux engagements internationaux du Maroc. De même, il servira à soutenir les réformes de la gouvernance économique en renforçant le rôle et les prérogatives du Conseil de la concurrence et du Comité national de l'environnement des affaires, deux institutions cruciales de gestion du cadre des affaires.

PAR **ABOUBACAR YACOUBA BARMA**
a.barma@lesec.ma

Mesures transversales

Le nouveau prêt de 200 millions de dollars de la Banque mondiale va privilégier les réformes dites «transversales» et les mesures visant à lever les obstacles au commerce et à l'investissement qui limitent, selon des acteurs publics et privés, l'impact des dispositions prises par les autorités pour stimuler la performance des différents secteurs. Il servira aussi à accompagner les programmes d'amélioration de la transparence et de la gouvernance à travers la mise en œuvre de règles du jeu plus équitables, en particulier pour les petites entreprises, grâce à la réduction des pratiques discrétionnaires dans les modalités d'application des procédures et la levée des différents freins à l'investissement. «Ce prêt vient appuyer les efforts pour mettre en place un climat d'investissement adapté aux besoins de l'ensemble des firmes marocaines, en particulier les petites et moyennes entreprises, dans le but de renforcer la diversification économique et les capacités d'exportation», analyse Philippe de Meneval, chef d'équipe du projet à la Banque mondiale. «En soutenant durablement la mise en œuvre de ces réformes, ce prêt améliorera la compétitivité du Maroc à moyen et long termes», a-t-il ajouté.